

Rentrée solennelle

MARDI 8 SEPTEMBRE 2026

Vivre dignement ; Trouver sa place dans le travail ; Reconquérir nos souverainetés ; Répondre à l'urgence écologique ; Renforcer la cohésion et les moyens de la décision collective : telles sont les cinq grandes préoccupations qui guideront les travaux du CESE pour l'année 2026-2027.

Nous avons voulu que cette programmation soit construite avec l'ensemble de nos formations de travail et des 69 organisations qui siègent à notre Assemblée. De l'accès aux soins à la dignité au travail, en passant par l'intelligence artificielle, l'adaptation au changement climatique et notamment aux canicules, ou la défense de l'État de droit, le CESE se penchera ainsi sur ce que vivent au quotidien nos concitoyennes et concitoyens.

À propos de cette France parcourue de transformations, nous ouvrirons la discussion, confronterons les expériences, formulerons les intérêts en présence, stimulerons les convictions, ferons vivre les désaccords avec, **pour ferme horizon, l'intérêt général et l'élaboration de propositions concrètes capables d'éclairer les choix à venir.** Cette ambition de dire le vécu et les aspirations des Françaises et des Français prendra, dès l'automne, une forme particulièrement forte.

L'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirme que toutes et tous doivent pouvoir constater, « par leurs représentants » mais aussi « par eux-mêmes », la nécessité de la contribution publique, la consentir librement et en suivre l'emploi.

Pour donner corps à ce principe, le CESE organisera une Convention citoyenne sur les finances publiques. Notre assemblée a décidé de s'emparer de cette question et de la confier, dès novembre, à des citoyennes et citoyens tirés au sort.

Dans cette année décisive pour la démocratie, le CESE assume sa place d'assemblée de la République. Pour faire entendre la voix de la société civile organisée. Pour que les citoyennes et citoyens prennent toute leur part à la définition des choix collectifs. Pour contribuer pleinement, depuis la France telle qu'elle est, à la construction d'un destin commun.

Claire Thoury
Présidente du CESE



Lancement de la Convention citoyenne sur les finances publiques

Le CESE organisera une Convention citoyenne consacrée aux finances publiques, une première dans le cadre d'une auto-saisine. À cette occasion, 150 citoyennes et citoyens seront tirés au sort et se réuniront afin de construire et proposer des trajectoires communes pour l'avenir de nos finances publiques.

Parce que les finances publiques concernent l'ensemble de nos concitoyens, il appartient de donner à chacune et chacun les moyens de comprendre ces enjeux et de participer à la réflexion collective.

Ce travail inédit, associant citoyens tirés au sort et experts des finances publiques, répond à la fois à l'urgence de la situation financière de la France et à la nécessité d'inscrire la réflexion dans une perspective de long terme.

La feuille de route annuelle du CESE

Au croisement des **grandes questions de société**, des attentes exprimées par les organisations membres du CESE et des enseignements tirés des événements récents, cinq grands enjeux ont été identifiés pour structurer notre **programmation annuelle** et guider l'ensemble du mandat. Véritable boussole collective, ils reflètent les préoccupations de la société civile. Le CESE aura pour mission d'organiser la **confrontation des points de vue**, de partir du réel pour en tirer des **préconisations concrètes** afin d'éclairer la décision publique.

Le CESE s'engage à prendre en charge les grandes questions qui divisent et que le débat public peine à traiter sereinement :

- Qui doit payer ?
- Y-a-t-il trop de normes ?
- Quelle juste rémunération et quel juste prix dans l'alimentation, le logement, les services essentiels ?
- Quelle articulation entre intervention publique et mécanismes de marchés ?

Plutôt que de les contourner, le CESE choisit de s'en saisir pour mieux les instruire et proposer un éclairage utile à la prise de décision. Parmi ces questions, les finances publiques occupent une place centrale. L'avenir du modèle social français, l'articulation entre production, redistribution et dette, la mise en regard des enjeux économiques et écologiques : ce sont des questions que les organisations ont massivement identifiées comme incontournables, et que le CESE traitera avec la rigueur et la méthode qui sont les siennes.

5 GRANDS
ENJEUX →

1 Vie digne

Ces travaux porteront sur les conditions de préservation et d'adaptation de notre modèle social face aux **contraintes financières** croissantes. Ils viseront à **garantir un accès effectif** aux droits fondamentaux, notamment en matière de santé, de logement, de services publics et de protection des personnes les plus vulnérables, tout en répondant aux mutations sociales, économiques et démographiques qui mettent à l'épreuve la **cohésion sociale** et le pouvoir de vivre des Françaises et des Français.

Travaux prioritaires 2026/2027

- Proposition de loi visant à lutter de manière intégrale contre les violences sexistes et sexuelles commises à l'encontre des femmes et des enfants
- L'accès aux soins et le « prendre soin »
- Boire, manger, respirer sans risques
- La financiarisation de certains secteurs de la santé
- La santé mentale, en lien avec le *burn out* et le *bore out*
- Dépenses contraintes : une inflation à bas bruit qui obère le moral des Françaises et des Français
- Se loger : la mère de toutes les crises ?
- Quelles garanties d'accès aux services publics et aux services essentiels dans les territoires à l'heure du numérique ?
- Éradiquer la pauvreté des enfants
- Quels leviers pour lutter contre la vie chère dans les Outre-mer ?
- Les conséquences des évolutions démographiques : vieillissement, autonomie et aidants

2 Travail et compétences

Dans un contexte de profondes transformations économiques, démographiques, environnementales et numériques, l'enjeu est de permettre à chacune et chacun d'**accéder à un emploi vecteur d'émancipation**, tout en sécurisant les parcours professionnels. Ces travaux interrogeront les compétences nécessaires pour répondre aux nouvelles activités liées aux transitions, notamment démographique, au développement de l'intelligence artificielle, à l'insertion des **jeunes**, aux **conditions** de travail, à la prévention des risques professionnels ainsi que les réponses à apporter aux tensions de recrutement. Le CESE produira une analyse de controverse relative à l'immigration économique.

Travaux prioritaires 2026/2027

- Dignité au travail et par le travail
- Violences au travail : santé, prévention et sécurité des travailleurs
- Premier emploi : comment réussir l'entrée des jeunes dans la vie active ?
- Quelles compétences nécessaires pour faire face aux transitions ?
- Quels leviers pour un avenir local des jeunes ultramarins ?
- Analyse de controverse : L'immigration économique : besoins de main-d'œuvre, métiers en tension et conditions d'emploi

3 Souverainetés

Dans un monde marqué par de fortes interdépendances, l'enjeu est de **préserver les capacités de décision**, de production et d'innovation de la France et de l'Europe afin de garantir leur autonomie stratégique. Ces travaux porteront sur la souveraineté industrielle, énergétique, numérique et alimentaire, le développement de la recherche, l'avenir des entreprises, ainsi que les transformations induites par l'intelligence artificielle et les nouvelles technologies.

Travaux prioritaires 2026/2027

- Dépendance aux matières premières stratégiques et capacités propres de la France
- De la donnée au quantique : quelle souveraineté pour nos activités économiques ?
- Électrification de la France, énergie, transition et souveraineté énergétiques
- Transmission d'entreprises : comment franchir le mur des années 2030 ?
- Autonomie financière de l'Europe : par quels moyens la renforcer ?
- Budget européen 2028-2034 : que veut la France ?
- Budget européen de long terme et Outre-mer
- Développer et valoriser la recherche publique, un enjeu d'avenir
- L'insertion régionale des Outre-mer
- Intelligence artificielle : quelles transformations à l'horizon d'une génération ?
- Suivi, évaluation et conditionnalités des aides publiques

4 Environnement et crise climatique

Face à l'accélération du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité, l'enjeu est d'**adapter** nos territoires, nos activités économiques et nos politiques publiques tout en conciliant impératifs environnementaux, cohésion sociale et compétitivité. Ces travaux traiteront de la **résilience** des territoires face aux canicules et aux sécheresses, la **justice** environnementale, le financement de la transition écologique, la **préservation** des milieux naturels et les conditions d'une **transformation durable** de l'économie française.

Travaux prioritaires 2026/2027

- Impacts des canicules et des sécheresses sur les activités économiques : quels bilan et perspectives ?
- Adaptabilité et habitabilité du territoire face au changement climatique
- Faire de nos ambitions environnementales un atout pour la compétitivité de l'économie française
- Quels leviers pour garantir une meilleure justice environnementale ?
- Fiscalité et subventions néfastes à la biodiversité et au climat
- Le Fonds vert : l'urgence d'enrayer le détritocage
- Contribution à l'élaboration du 5^e plan national milieux humides

5 Cohésion et démocratie

Dans un contexte de fragilisation de la confiance démocratique, l'enjeu est de renforcer la **participation citoyenne**, la vitalité de la société civile organisée et l'accès de toutes et tous aux droits, à l'information et à la culture. Ces travaux porteront sur les conditions d'une démocratie plus inclusive et éclairée, la place des savoirs scientifiques dans le **débat public**, l'engagement citoyen, l'**égalité** d'accès à la justice, ainsi que l'attractivité et le développement équilibré des territoires, en particulier ruraux et ultramarins.

Travaux prioritaires 2026/2027

- État de droit, démocratie et société civile organisée
- Les enjeux et conditions démocratiques pour accéder à une information fiable, indépendante et pluraliste
- Contrer la remise en cause des savoirs scientifiques
- La participation des enfants aux instances démocratiques
- Femmes et accès à la Justice
- Pompières volontaires : un engagement vital
- Garantir l'avenir financier de la culture
- Réinventer l'aménagement du territoire pour le XXI^e siècle
- Comment renforcer l'attractivité économique des territoires ruraux ?
- Évaluation des politiques publiques concernant les Outre-mer
- Rapport annuel sur l'état de la France – Face au basculement démographique : aspirations et inquiétudes des Français

Une nouvelle méthode de travail



Claire Thoury, Présidente du CESE, a réuni le 1^{er} juillet les responsables des organisations qui composent l'institution, afin d'identifier collectivement les grandes thématiques de travail pour l'année 2026-2027, première année de la nouvelle mandature et année d'élections présidentielle. Cette méthode inédite a abouti à cette feuille de route.

En amont de cette Conférence, une consultation préparatoire a recueilli leurs analyses et leurs propositions sur les grands défis auxquels la société française est confrontée. Ces contributions ont permis de faire émerger ces cinq grands enjeux qui structurent les travaux de la nouvelle mandature.

✓ Les prochaines plénières

Mercredi 23 septembre

- Impacts des canicules et sécheresses sur les activités économiques
- Avis sur la proposition de loi visant à lutter de manière intégrale contre les violences sexistes et sexuelles commises à l'encontre des femmes et des enfants

Mercredi 28 octobre

- Présentation du Rapport annuel sur l'état de la France 2026 consacré aux questions démographiques